

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/45

10 décembre 1996

(96-5213)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

ZIMBABWE

Déclaration de M. N.M. Shamuyarira Ministre de l'industrie et du commerce

Mon collègue, M. Ndugu Abdullah O. Kigoda, Ministre du commerce de la Tanzanie, a brièvement rappelé la position collective des pays membres de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) sur les questions qui sont examinées à cette Conférence. Le Zimbabwe soutient cette position, et voudrait mettre l'accent sur deux points. Premièrement, l'énorme charge de travail que l'OMC est en train de constituer pour elle-même et pour ses Membres, notamment les Membres de fraîche date comme le Zimbabwe. A notre avis, cette Conférence devrait être axée sur l'examen des questions de fond concernant la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay depuis l'établissement de l'OMC en janvier 1995. La crédibilité du système de l'OMC repose sur la mise en oeuvre complète des résultats du Cycle d'Uruguay. Ce processus de mise en oeuvre a trait aux obligations de notification ainsi qu'à la concrétisation des engagements de fond. Il porte sur une vaste gamme de sujets, ce qui a imposé aux pays peu développés une lourde charge administrative. Nous pensons que l'OMC a adopté trop de programmes de travail. Deuxièmement, la question du mandat de l'OMC. De l'avis de nombreux orateurs, et comme l'a dit aussi le Premier Ministre de Singapour, M. Goh Chok Tong, dans sa déclaration d'ouverture, l'OMC devrait se concentrer sur sa tâche fondamentale, qui est de promouvoir le commerce à l'échelle mondiale. Les questions de travail devraient être traitées par l'OIT, et les questions d'investissement et de développement par la CNUCED. Le Zimbabwe appuie ces positions.

La délégation du Zimbabwe a pris note de l'appel retentissant à la libéralisation et à la globalisation du commerce que de nombreux orateurs importants ont lancé à cette Conférence. Mais nous ne voyons pas bien ce qui pourrait en résulter pour les pays peu développés d'Afrique. Dans nombre d'entre eux, la pauvreté s'est aggravée, le chômage a augmenté et le revenu par habitant a chuté pendant la dernière décennie. Ces économies n'ont pas la capacité nationale nécessaire pour tirer parti d'un commerce libéralisé. Les exploitations agricoles et les entreprises locales ne peuvent pas faire face à la concurrence des importations de marchandises et de services, ni développer leurs exportations. Nombre des pays les moins avancés qui ont ouvert leur économie sont maintenant confrontés à la perspective inquiétante de la désindustrialisation. L'écart économique considérable entre les pays industrialisés du nord et ceux du sud ne peut être réduit ni supprimé par les seules mesures de libéralisation et de globalisation.

La question connexe est celle du rôle capital d'un gouvernement national fort dans un Etat qui s'efforce de se tirer d'affaire tout seul. La réussite des pays en voie d'industrialisation d'Asie du Sud-Est en est un très bon exemple. Ces pays ont été dégagés du cycle de la pauvreté et mis sur la voie du développement et de l'industrialisation par des gouvernements nationaux forts. Certains des pays de l'ANASE sont aujourd'hui en mesure de soutenir efficacement la concurrence dans la nouvelle situation économique. Mais les pays africains qui n'ont pas encore "décollé" ont plutôt tendance à

./.

s'enfoncer qu'à remonter la pente. Le fardeau de la dette augmentera, et l'écart entre ces pays et les pays industrialisés s'élargira. Il est vrai que certains Etats ont profité du processus de libéralisation et de globalisation, qui va les rendre plus riches. Mais il y en aura beaucoup plus qui y perdront (surtout en Afrique). Ceux-là, il ne faut pas les oublier.

Bien des gouvernements de pays du tiers monde partagent les préoccupations et les craintes exprimées par de nombreuses délégations. Le mois dernier, les dirigeants du "Groupe des 15" (G-15), qui réunit des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, se sont réunis à Harare. Ils ont condamné les tentatives faites par l'OMC pour établir, à cette Conférence, un lien entre le commerce et les thèmes dits "nouveaux". Ils ont également réaffirmé la souveraineté de leurs nations qui leur paraissait menacée par les thèmes nouveaux. L'OUA a distribué une déclaration qui critique vivement la stratégie et l'approche retenues par l'OMC. Cependant, il est nécessaire que les organisations économiques régionales et sub-régionales des trois continents coopèrent pleinement les unes avec les autres et favorisent autant que possible l'intégration économique de leurs membres. L'unité des pays pauvres contribue à accroître leur capacité nationale, et leur faculté de résister aux pressions de l'OMC qu'ils pourraient juger préjudiciables à leurs intérêts nationaux et régionaux.

Enfin, ma délégation tient à faire un commentaire au sujet des propositions de réduction, d'ici à l'an 2000, des droits sur les produits des technologies de l'information tels que les ordinateurs, les logiciels, les semi-conducteurs et les câbles de fibres optiques. Le commerce mondial des technologies de l'information s'est chiffré à 500 millions de dollars EU en 1995. Les télécommunications sont une industrie en plein essor dans tous les pays du tiers monde. Nous appuyons l'idée générale d'abaisser les droits afin de mettre sur pied cette industrie, mais nous voulons faire savoir que nous sommes fermement opposés aux pratiques incorrectes telles que le dumping du matériel périmé dans les pays du tiers monde, ainsi que l'intervention délibérée de certaines grandes puissances sur nos ondes pour diffuser une propagande hostile ou dénigrer notre culture.